

VACCINS : LA PIQÛRE DE DÉFIANCE

Antoine Bristielle

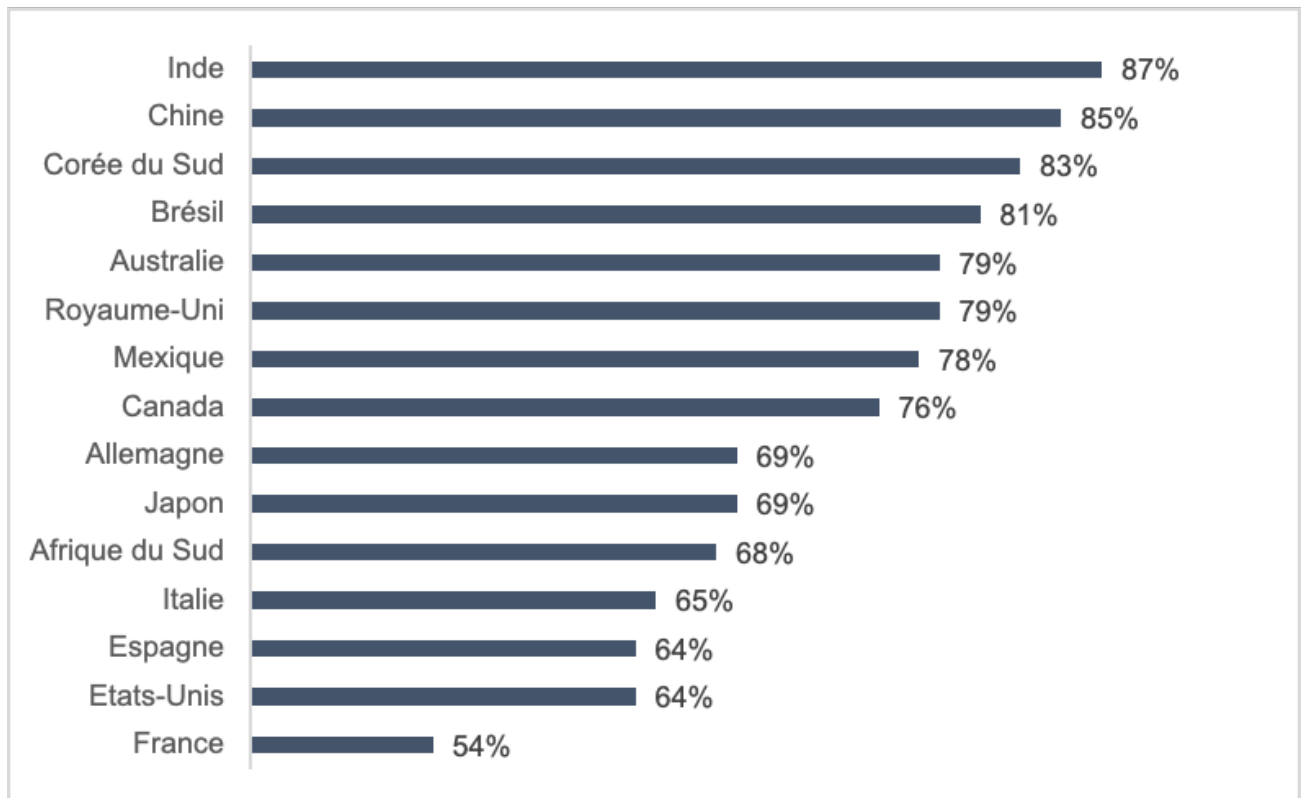
17/11/2020

Le 9 novembre dernier, le laboratoire américain Pfizer et son partenaire allemand BioNTech ont annoncé les résultats d'un essai clinique d'un vaccin contre la Covid-19 : celui-ci serait efficace à 90%. En France, l'accueil de cette nouvelle a rapidement suscité méfiance et scepticisme. Comment expliquer cette défiance spécifique à notre pays ? Qui sont les anti-vaccins français, quelles sont les raisons structurelles et conjoncturelles de la défiance vaccinale et comment in fine lutter contre ce phénomène ?

Symptôme de cette défiance vaccinale, l'annonce d'un vaccin contre la Covid-19 a été largement concurrencée par la sortie d'un « documentaire » baptisé *Hold-Up*, rassemblant un ensemble hétéroclite de théories conspirationnistes au sujet de la Covid-19 et d'un potentiel vaccin, qui a été en l'espace de quelques jours partagé abondamment sur les réseaux sociaux.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle l'opposition de la population à un potentiel futur vaccin pour lutter contre l'épidémie semble massive. En effet, lorsque l'on demande aux Français s'ils accepteraient de se faire vacciner contre la Covid-19, 24% répondent qu'ils n'accepteraient probablement pas et 19% qu'ils n'accepteraient certainement pas. Pour le dire autrement, une petite moitié de la population française est contre ce vaccin. {{24%|des Français n'accepteraient « probablement pas » de se faire vacciner}}

Graphique 1. Pourcentage de personnes qui déclarent qu'elles se feront vacciner contre la Covid-19 si un vaccin était un jour disponible (Données Ipsos)



Ces chiffres ne sont finalement pas étonnants tant depuis quelques années la France est devenue un des États d'Europe, voire du monde, les plus sceptiques à l'égard de la couverture vaccinale. Plus particulièrement, l'épisode de la grippe H1N1 aurait ainsi durablement mis à mal la relation entre les Français et les vaccins. Les nombreuses polémiques ayant eu lieu à ce moment-là sur l'opportunité de la vaccination et la révélation de possibles conflits d'intérêts ont enrayé durablement la confiance des Français dans les vaccins. Cela se vérifie encore largement lors de l'épidémie actuelle : comme le montre le graphique 1, la défiance dans un futur vaccin contre la Covid-19 est beaucoup plus importante en France qu'à l'étranger.

Mais qui sont les anti-vaccins français ? Quelles sont les raisons structurelles et conjoncturelles de la défiance vaccinale et comment, *in fine*, lutter contre ce phénomène ?

Pour répondre à cette question, nous modélisons les attitudes à l'encontre d'un futur vaccin contre la Covid-19, grâce à des données récoltées dans l'enquête « **Fractures françaises** » coordonnée par la Fondation Jean-Jaurès. L'objectif est ici d'utiliser une méthode statistique qui permette de comprendre, toutes choses égales par ailleurs, les mécanismes profonds expliquant pourquoi certaines personnes sont davantage anti-vaccins et d'autres moins. Pour ce faire, nous effectuons une régression linéaire de l'adhésion au vaccin contre la Covid-19. Cette méthode permet d'avoir un raisonnement « toutes choses égales par ailleurs » : par exemple, si l'âge, le sexe, la catégorie socioprofessionnelle, le niveau de diplôme et le vote à la présidentielle sont similaires, la confiance

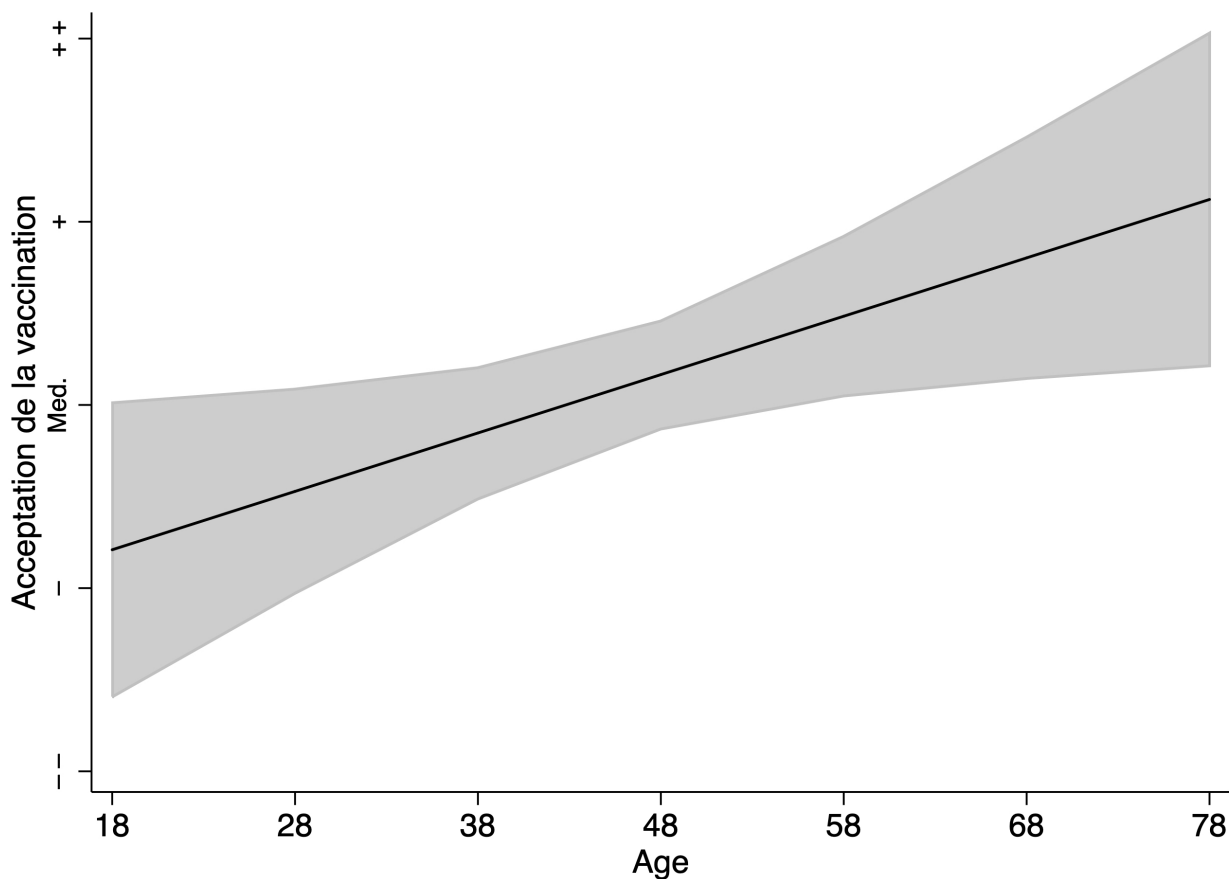
dans les scientifiques entraîne-t-elle davantage d'acceptation du vaccin contre la Covid-19 ? C'est à ce type de questions que nous sommes en mesure de répondre.

Nous mettons ainsi en lumière plusieurs facteurs influençant l'attitude face au vaccin : l'âge, le sexe, le comportement politique et, finalement, la confiance dans les institutions politiques et scientifiques de notre pays.

L'influence de l'âge

Le premier critère d'acceptation de la vaccination contre la Covid-19 est l'âge des Français. Toutes choses égales par ailleurs, plus les Français interrogés sont âgés, plus ils déclarent accepter de vouloir se faire vacciner contre la Covid-19. Ces chiffres n'ont finalement rien d'étonnant, les jeunes générations sont également celles qui déclarent avoir le moins peur des conséquences sanitaires de l'épidémie. Dès lors, pourquoi prendraient-elles un risque (supposé) en se faisant vacciner contre la Covid-19 alors qu'elles n'ont potentiellement rien à y gagner personnellement ?

Graphique 2. Effet propre de l'âge sur l'acceptation d'un vaccin contre la Covid-19



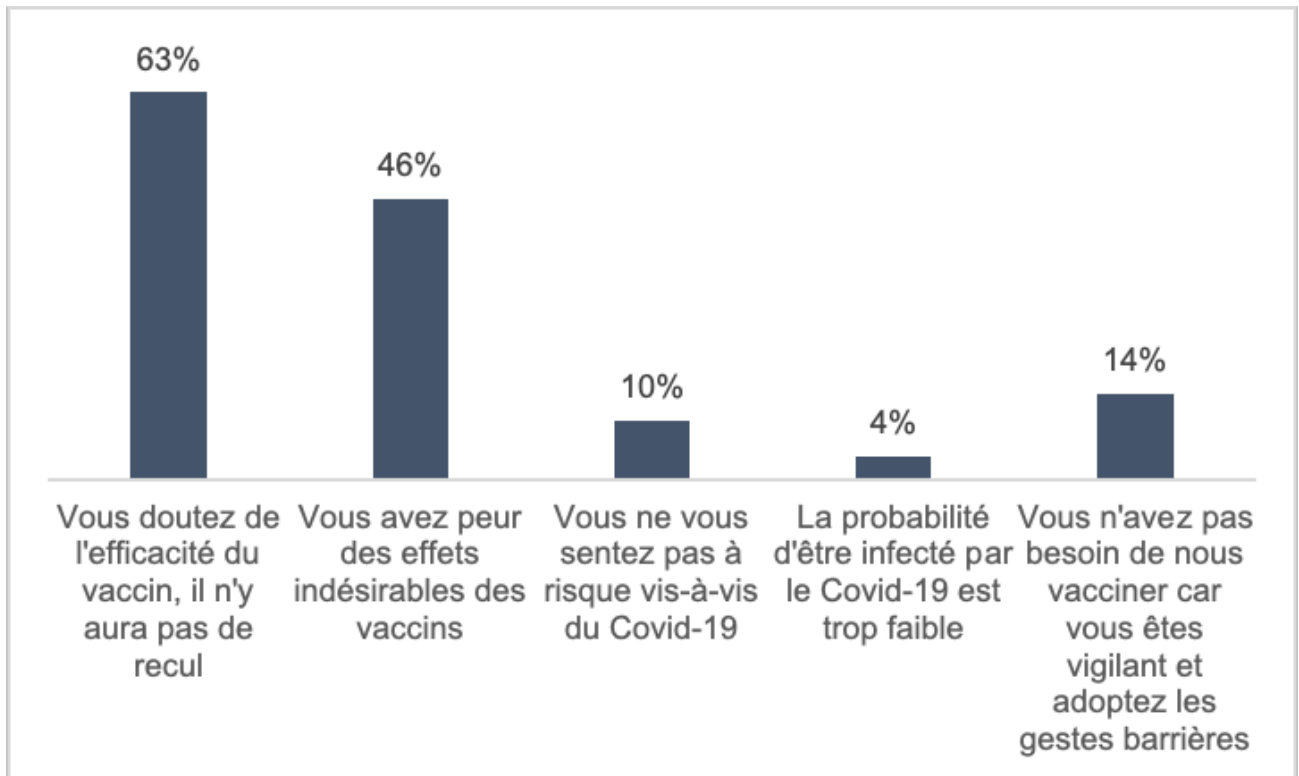
Si le vaccin n'était pas rendu obligatoire, plusieurs arguments peuvent être utilisés afin de pousser à la vaccination des jeunes. Le premier argument est d'ordre individuel : les jeunes ne sont pas épargnés par les conséquences sanitaires de l'épidémie. La mortalité est, certes, beaucoup plus faible chez les jeunes générations mais des formes plus pernicieuses de la maladie entraînant des conséquences à long terme sur la santé individuelle se font remarquer chez un nombre considérable de jeunes touchés par la Covid-19.

Par ailleurs, il est largement acquis que plus la peur ressentie est importante, plus les citoyens vont avoir tendance à se conformer à la politique sanitaire, et cela vaut autant chez les jeunes que chez les citoyens plus âgés. Pour certains, la politique de la coercition et de la peur serait le seul moyen de pousser les jeunes générations à accepter les mesures sanitaires et en l'occurrence de se faire vacciner contre la Covid-19 afin de protéger les plus faibles d'entre nous. Néanmoins, cette affirmation est largement contestable pour deux raisons.

D'une part, peut-on mener la politique sanitaire d'un pays démocratique uniquement sur la coercition et la peur ? Même dans les temps troublés que nous connaissons, cela est hautement contestable. D'autre part, il est largement erroné de penser que les jeunes Français sont plus égoïstes que leurs aînés et que leurs voisins européens. Cette vision pessimiste ne saurait en effet résister à la confrontation avec les données empiriques des enquêtes Valeurs (European Values Study) conduites chaque décennie depuis 1981. Contrairement aux discours alarmistes qui déplorent la perte du lien social et le déclin de la cohésion nationale, les résultats de ces enquêtes montrent que les jeunes sont tout aussi altruistes que les générations antérieures : en 2018, date de la dernière vague de l'enquête, la génération silencieuse, les *baby-boomers*, la génération X et les *millennials* présentent des niveaux d'altruisme très similaires. Cette évolution de l'altruisme s'explique, d'une part, par l'effet du processus de renouvellement générationnel qui induit une plus grande ouverture et une plus grande tolérance à l'égard d'autrui et, d'autre part, par la montée du précarité et par le contexte de crise persistant qui a rendu les jeunes plus attentifs aux conditions de vie des autres. En dépit de la vulgate dominante sur l'affaiblissement des réflexes de solidarité parmi la jeunesse, il est donc faux de dire que les jeunes générations sont moins altruistes que les précédentes. Mieux encore, le niveau d'altruisme des jeunes à l'égard des personnes âgées est environ au même niveau en France qu'en Allemagne et en Suède.

Ce n'est donc peut-être pas tant en cherchant à faire peur aux Français qu'en cherchant à les rassurer sur le bien-fondé de la politique sanitaire et sur la sécurité d'un futur vaccin que la marge de manœuvre se situe.

Graphique 3. Arguments utilisés pour justifier le refus de la vaccination contre la Covid-19



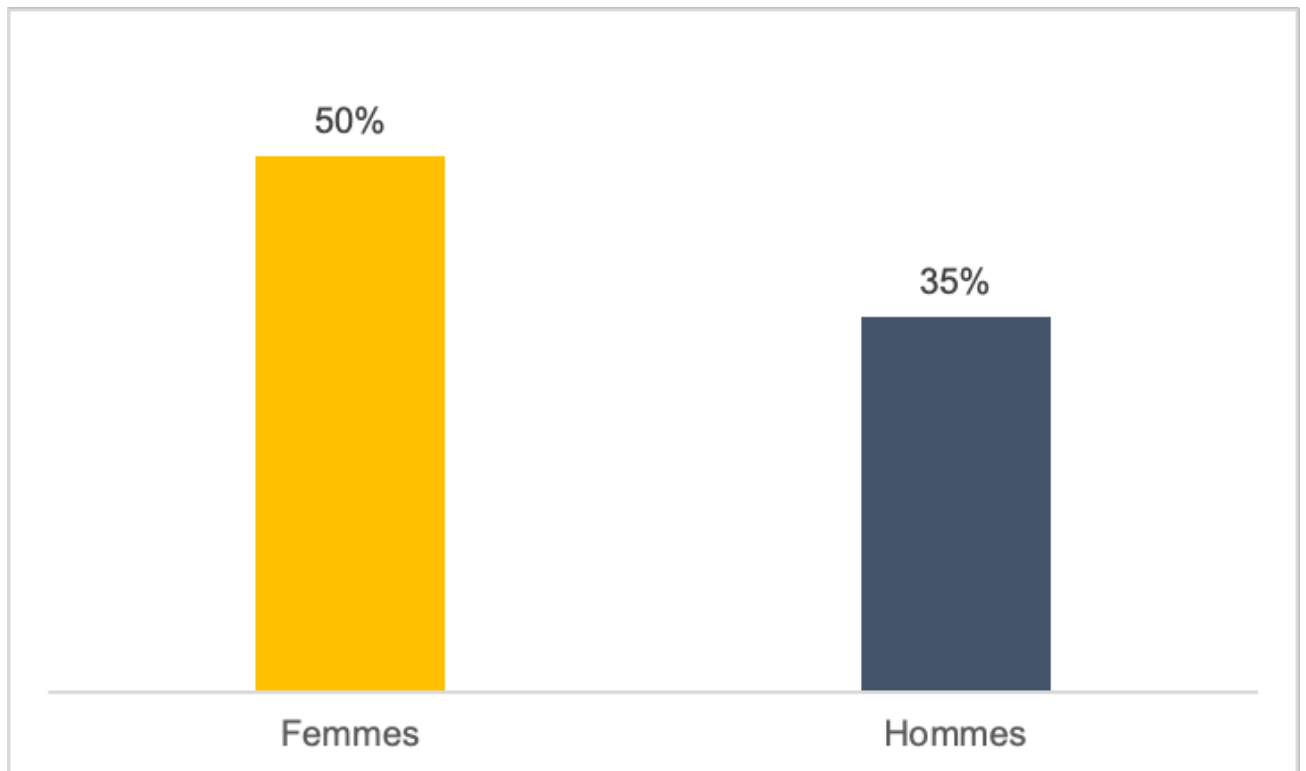
Cela se remarque d'autant plus quand on demande aux Français d'expliquer les raisons de leur refus de la vaccination contre la Covid-19. Les raisons principalement avancées pour justifier leur refus sont soit le fait qu'il y aurait un doute concernant l'efficacité d'un vaccin pour lequel nous n'aurons pas suffisamment de recul (63%) soit la peur des effets secondaires de la vaccination (46%).

C'est donc bien une entreprise de pédagogie de la part des pouvoirs publics, tout comme des scientifiques et des laboratoires pharmaceutiques, qui semble indispensable afin de susciter davantage de confiance concernant l'efficacité et la sûreté du vaccin.

Les femmes, plus inquiètes face aux risques d'un futur vaccin

Le sexe des individus joue un rôle important dans l'acceptation ou non d'un futur vaccin contre la Covid-19. Plus précisément, les femmes semblent nettement plus réticentes que les hommes à ce sujet : alors que le refus de la vaccination concerne « seulement » 35% des hommes, ce chiffre monte à 50% chez les femmes.

Graphique 4. Le refus de la vaccination contre la Covid-19 en fonction du sexe

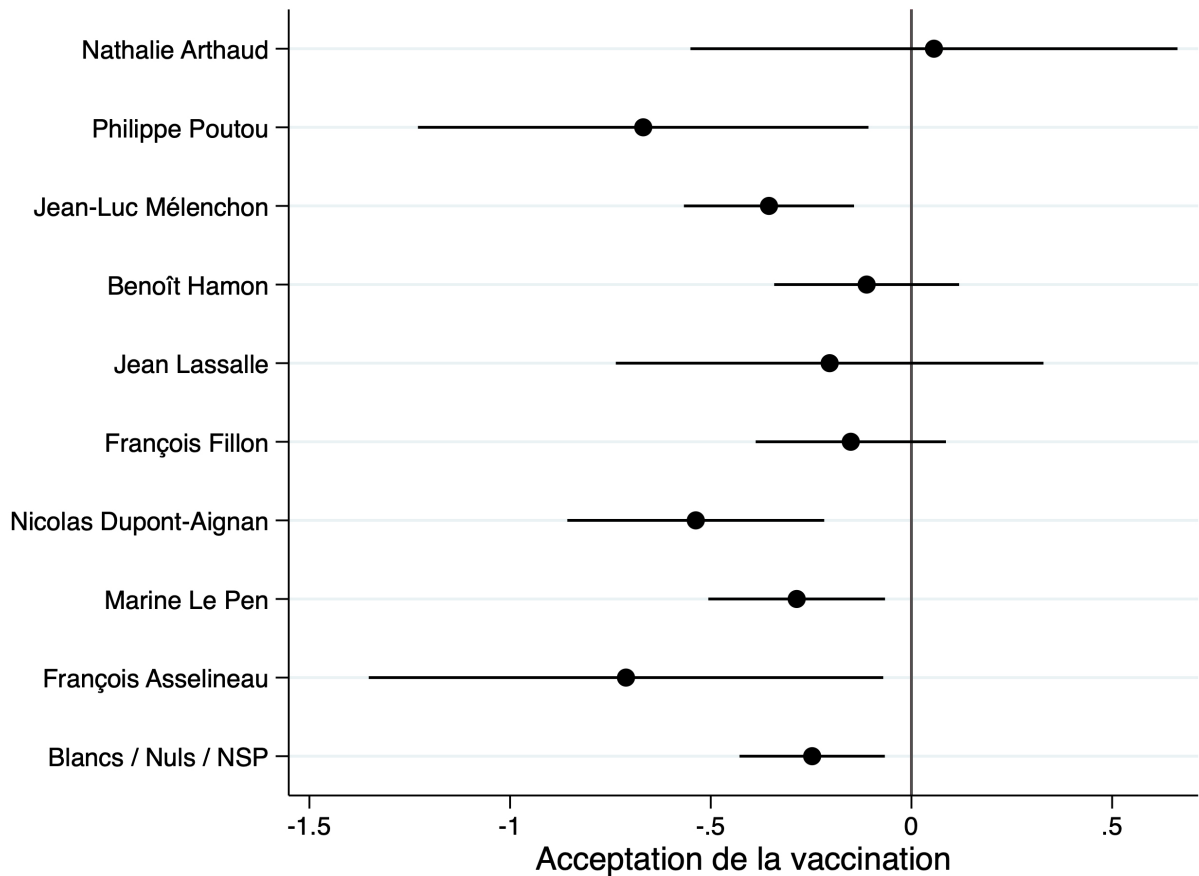


L'inquiétude face aux éventuelles conséquences nocives du vaccin est ce qui différencie le plus les deux catégories. Alors qu'hommes et femmes sont aussi sceptiques concernant l'efficacité du vaccin, les femmes sont beaucoup plus nombreuses à craindre les effets indésirables que les hommes (52% contre 35%).

L'influence de la proximité partisane, le populisme et le refus de la vaccination

Outre le sexe et l'âge, d'autres facteurs jouent un rôle dans l'acceptation ou non d'un futur vaccin contre la Covid-19. Si la catégorie socioprofessionnelle et le niveau d'éducation n'ont aucun impact, on remarque cependant des différences en fonction du positionnement politique des Français. Alors que chez nos voisins européens certains partis comme le Mouvement 5 étoiles en Italie sont ouvertement anti-vaccins, ce n'est pas le cas en France. Pourtant, des différences majeures apparaissent au niveau de la proximité partisane des Français. À âge, niveau de diplôme et catégorie socioprofessionnelle similaires, les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, de Marine Le Pen, de François Asselineau et de Nicolas Dupont-Aignan sont beaucoup plus anti-vaccins que les autres électeurs.

Graphique 5. Effets propres du vote en 2017 sur l'acceptation d'un vaccin contre la Covid-19



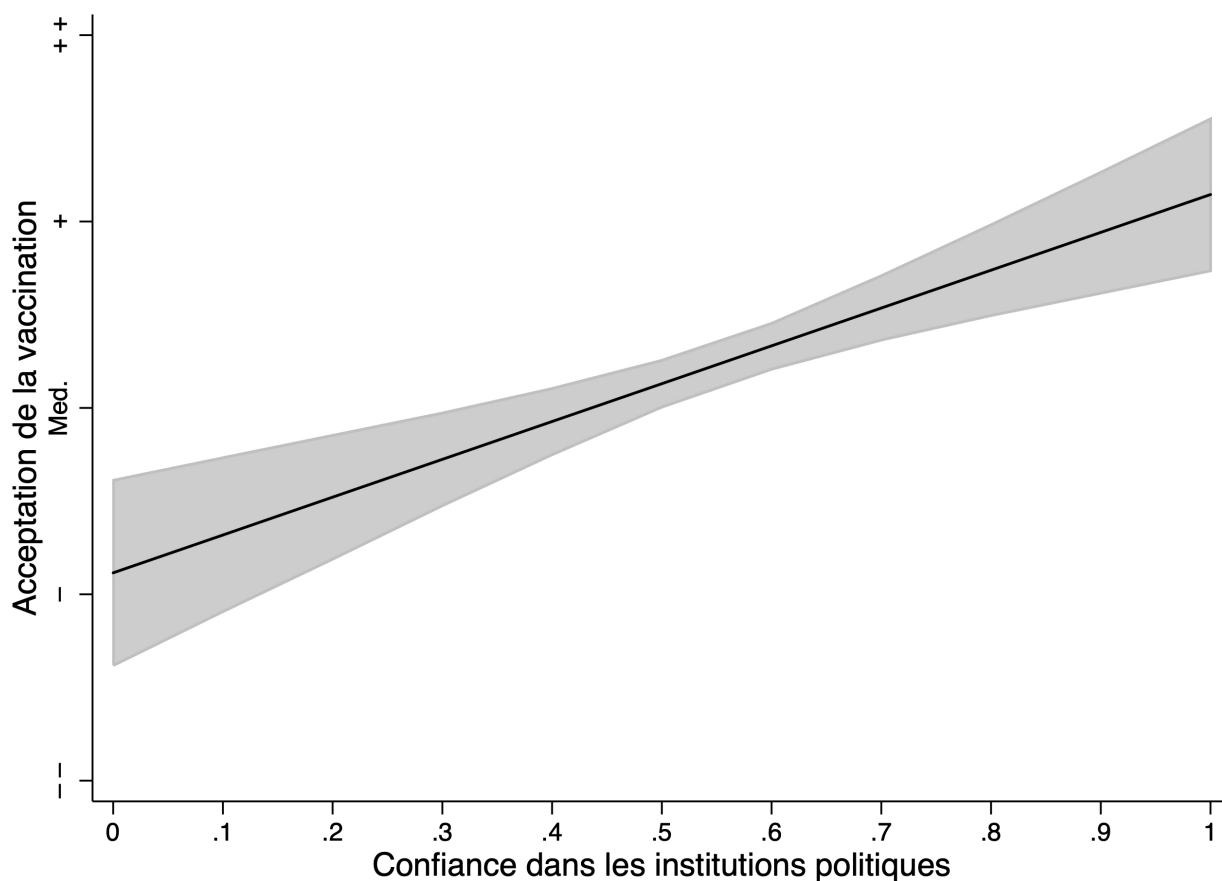
Lecture : Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon seront davantage opposés à la vaccination que les électeurs d'Emmanuel Macron (modalité de référence).

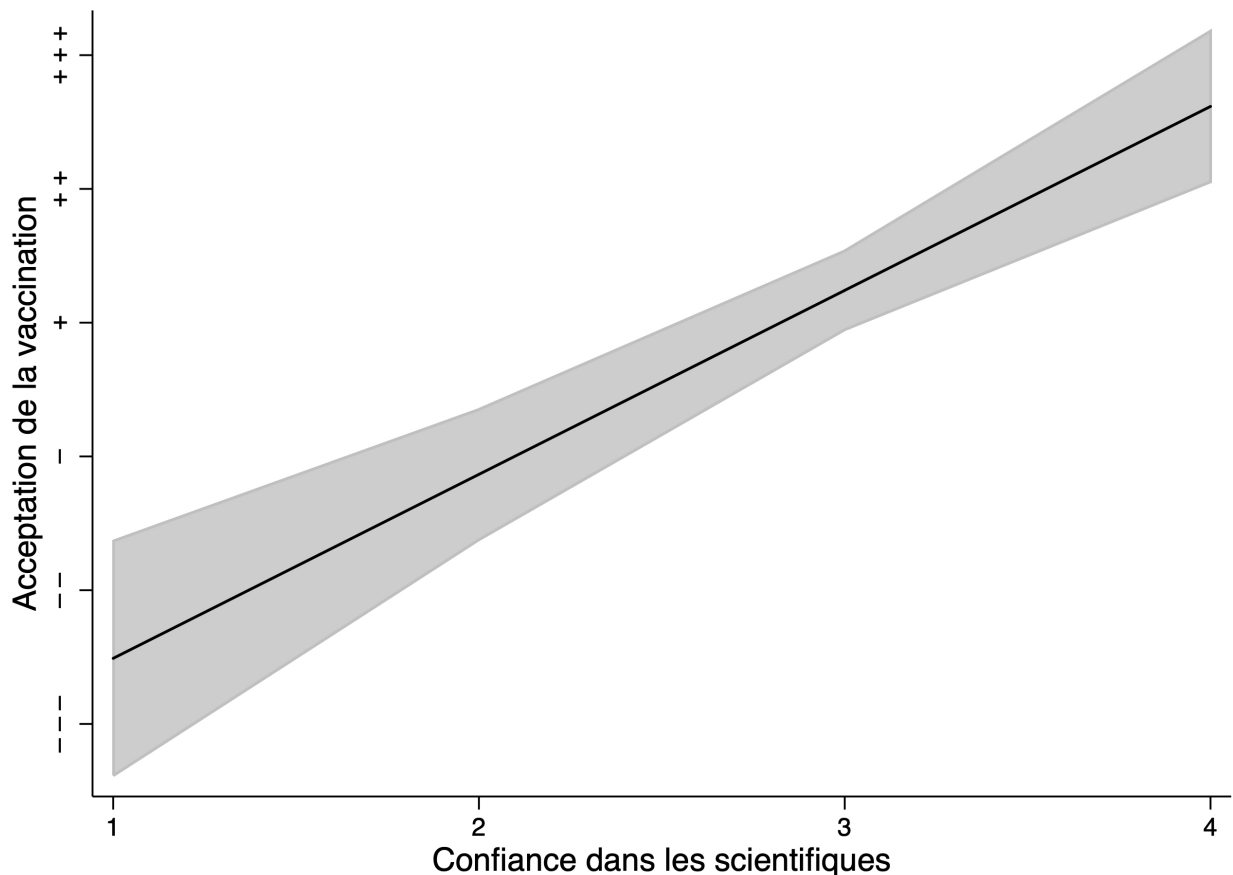
Les études menées par Gilles Ivaldi au moment de la présidentielle de 2017 montraient que les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Marine le Pen étaient ceux qui manifestaient le plus une attitude populiste, entendue comme une opposition entre un peuple considéré par essence comme vertueux et des élites jugées corrompues. Or, différentes études montrent qu'il existe bel et bien un lien entre la défiance envers les institutions politiques et les institutions scientifiques, celles qui vont en l'occurrence promouvoir la vaccination. S'intéressant plus spécifiquement au cas français, Luc Rouban, montre que le populisme scientifique, le populisme politique « classique » et la défiance envers les principales institutions politiques et médiatiques du pays sont différents versants d'un même phénomène : les individus rejetant les institutions politiques classiques auraient également une forte probabilité d'être également défiants envers les institutions scientifiques, en particulier chez les individus qui manifestent une sympathie pour les partis populistes de droite.

Le refus du vaccin, un problème de confiance

Outre ces caractéristiques socio-politiques, deux autres facteurs viennent largement expliquer l'acceptation d'un vaccin contre la Covid-19 au sein de la population française : la confiance dans les institutions politiques et la confiance dans les scientifiques. Comme le montrent les graphiques 6 et 7, à âge, niveau d'éducation, catégorie socioprofessionnelle et sexe similaires, plus la confiance dans les institutions politiques et scientifiques sera importante, plus l'acceptation du vaccin contre la Covid-19 sera forte.

Graphiques 6 et 7. Effets de la confiance dans les institutions politiques et dans les scientifiques sur l'acceptation d'un vaccin contre la Covid-19





Ces deux types de confiance sont donc des déterminants essentiels de l'acceptation de la politique vaccinale. Or, en France, à ces deux niveaux, des problématiques majeures se posent.

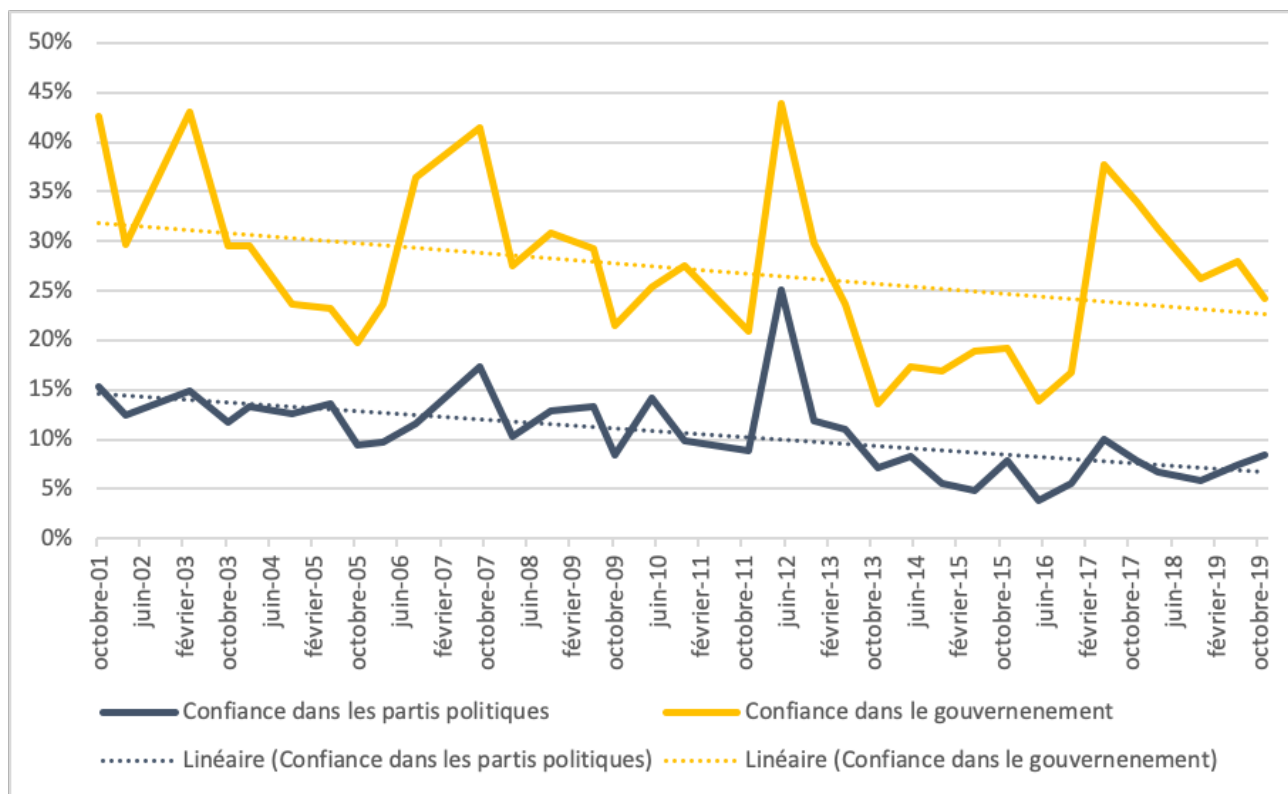
Le problème du manque de confiance dans nos institutions politiques

La confiance dans les institutions est un déterminant majeur de l'acceptation des politiques publiques en général et des politiques sanitaires en particulier. Une étude menée sur l'acceptation des comportements délictueux dans trente-trois pays européens montrait ainsi que plus la confiance institutionnelle était faible, plus les individus allaient avoir tendance à accepter les comportements illégaux. Cette relation se vérifie également largement lors de la pandémie mondiale actuelle. Étudiant le cas de États-Unis, Abel Brodeur et ses collègues montraient ainsi que les comtés dans lesquels les citoyens avaient le plus réduits leur déplacement après le confinement étaient les comtés dans lesquels les taux de confiance institutionnelle étaient les plus importants. En Allemagne, un phénomène largement similaire se donne à voir : plus les citoyens allemands ont confiance dans leurs institutions politiques et médicales, plus ils vont accepter les « gestes barrières ». Plus globalement encore, Frank J. Elgar *et al.* montrent en comparant la mortalité due à la Covid-19 dans quatre-vingt-quatre pays et en enlevant les effets

liés à l'âge, la taille de la population et la richesse du pays que plus la confiance institutionnelle est élevée, plus la mortalité sera faible car la confiance institutionnelle pousse les individus à observer un strict respect des mesures sanitaires.

Or, où en sommes-nous en France concernant la confiance dans nos institutions politiques ? Selon les données de l'enquête « Fractures françaises », 29% des Français déclarent avoir confiance dans les députés et dans les sénateurs, 36% dans la présidence de la République et 11% dans les partis politiques, autant de chiffres montrant la mauvaise santé actuelle de notre démocratie.

Graphique 8. Évolution de la confiance des Français envers les partis politiques et envers le gouvernement national (données : Eurobaromètres)



Le graphique 8 montre bien à quel point la dynamique enregistrée depuis une vingtaine d'années est celle d'une augmentation de la défiance politique. Même si des effets liés aux périodes électorales sont visibles, globalement, la confiance dans les partis politiques et dans le gouvernement est en chute libre. Avec des niveaux de confiance aussi faibles, comment générer de l'assentiment dans les politiques sanitaires ? Comment faire en sorte que les Français croient aux discours des institutions officielles les poussant à se faire vacciner sachant que ces institutions sont totalement honnies ?

Une évolution préoccupante de la confiance envers les scientifiques

Mais les institutions politiques ne sont pas les seules sur lesquelles les citoyens se réfèrent pour suivre ou ne pas suivre les recommandations sanitaires. Nous avons vu que plus les citoyens ont confiance dans les scientifiques, plus ils vont se remettre à leur jugement et plus ils vont respecter les mesures sanitaires. Cela se traduit donc dans notre cas précis par le fait d'accepter de se faire vacciner.

Or, force est de constater que la confiance que nous manifestons collectivement envers nos scientifiques est heureusement bien plus élevée que celle dont nous faisons preuve envers nos institutions politiques. À l'heure actuelle, les trois quarts des Français font confiance aux scientifiques.

Pourtant, au-delà de ce constat rassurant, il est nécessaire de rappeler qu'entre le début de l'épidémie et le mois d'octobre 2020, la confiance des Français envers les scientifiques a baissé de plus de vingt points. Ce chiffre est absolument alarmant. Dans la mesure où la défiance envers les institutions politiques est profonde, les scientifiques se posaient en dernier rempart de la politique sanitaire. Au fur et à mesure de l'évolution de la crise, l'autorité des scientifiques en la matière a largement été remise en question, en particulier à cause de la mise en scène sur la place publique d'un dissensus, présenté comme profond, au sein de la communauté scientifique.

Le rôle des médias classiques dans la baisse de confiance envers les autorités scientifiques

Comment peut-on expliquer une baisse aussi spectaculaire de la confiance dans les scientifiques depuis le début de l'épidémie ? Alors qu'il est ordinairement admis que les scientifiques sont une autorité supérieure et neutre à laquelle il est possible de se référer et de faire confiance en toutes circonstances, il est au contraire apparu au gré de la crise de la Covid-19 que le monde scientifique était loin de former un ensemble homogène et que des lignes de fractures profondes le traversaient. Si les controverses scientifiques sont quelque chose d'absolument normal, la façon dont elles ont été exposées sur la place publique et parfois artificiellement construites dans les médias pose problème. Dans une course à l'audimat permanent, des chaînes d'information en continu et des radios se sont spécialisées dans la mise en scène de « débats » entre professionnels de la santé aux discours très clivants.

Un cas particulier illustre le naufrage de certaines chaînes de télévision et de certaines antennes radio, celui du professeur Didier Raoult. Alors qu'il apparaissait que tout ou presque de ce que le

professeur marseillais avait pu dire ou prévoir se révélait faux, les invitations sur les plateaux télévisés continuaient à fleurir. Or, il faut rappeler à quel point le professeur Raoult a multiplié les charges envers le monde scientifique, n'hésitant pas à comparer le Conseil scientifique au maréchal Pétain. Toujours selon lui, la volonté des pouvoirs publics de refuser l'hydroxychloroquine comme traitement s'expliquait par une volonté des gouvernements d'enrichir les laboratoires pharmaceutiques. Il s'interrogeait également largement sur le bien-fondé de la recherche d'un vaccin, déclarant qu'il ne comprenait pas qui allait accepter de se faire vacciner contre une maladie « qui ne tue pas ». Rappelons également que grâce à cette médiatisation massive le professeur Raoult était plus populaire que son propre ministre de la Santé et que plus d'un million de personnes étaient inscrites sur des groupes de soutien dédiés sur Facebook. Il n'est donc pas étonnant de constater à quel point la confiance dans les institutions scientifiques a pu baisser tout au long de la période et à quel point le vaccin contre la Covid-19 est loin de faire consensus.

L'influence des réseaux sociaux dans la diffusion des thèses conspirationnistes anti-vaccins

Les médias classiques ne sont pas les seuls à avoir une responsabilité dans la baisse de la confiance envers le personnel scientifique, les réseaux sociaux sont des espaces sur lesquels circulent abondamment les thèses conspirationnistes en général et les thèses anti-vaccins en particulier. Ainsi, **dans une précédente étude**, nous montrons qu'à âge, niveau de diplôme, niveau d'éducation et confiance institutionnelle similaires, plus une personne va s'informer sur Internet et les réseaux sociaux, plus elle va avoir tendance à adhérer aux différentes théories conspirationnistes. Or, la théorie conspirationniste à laquelle les Français adhèrent le plus est que « le gouvernement serait de mèche avec les laboratoires pharmaceutiques pour cacher la réalité sur la nocivité des vaccins » : 43% de nos compatriotes adhèrent à cette croyance. Or, sur les réseaux sociaux, les thèses anti-vaccins sont amplement partagées. Sur YouTube, les chaînes anti-vaccins telles que celle de Thierry Casasnovas, Jean-Jacques Crèvecœur, Silvano Trotta, Salim Laïbi comptabilisent plusieurs centaines de milliers d'abonnés ! À titre de comparaison, la principale chaîne anti-vaccins, celle de Thierry Casasnovas, comptabilise davantage d'abonnés que les chaînes YouTube de Mediapart, de CNews ou du *Figaro*... Plus symptomatique encore, ces chaînes ont gagné un nombre considérable d'abonnés depuis le début de l'épidémie.

Mais YouTube n'est pas le seul média sur lequel les théories complotistes et anti-vaccins prospèrent. Sur Instagram, une ancienne star de la télé-réalité, suivie par plus d'un million de personnes, a ainsi pu expliquer dans un « moment de lucidité » que la Covid-19 avait été créée de toutes pièces pour supprimer une partie de la population de la planète, afin « d'alléger les caisses de retraite pour l'État » ; le tout en faisant bien sùrréférence aux camps de concentration de la

Seconde Guerre mondiale. En parallèle, sur Facebook, plusieurs groupes pro-Raoult ou anti-masques ont muté en groupes anti-vaccins. La proximité entre les groupes Facebook anti-masques s'étant développés à la fin de l'été et les anti-vaccins est également patente : 96% des membres de ces groupes Facebook déclaraient refuser de se faire vacciner contre la Covid-19 si un jour un vaccin était disponible. Plus récemment encore, un « documentaire » faisant la part belle aux théories complotistes et profondément anti-vaccins a commencé à circuler abondamment sur les réseaux sociaux. Baptisé *Hold-Up*, il a été financé de manière participative, avec un appel aux dons particulièrement relayé sur les différents groupes Facebook pro-Raoult et « gilets jaunes ». Seulement quelques jours après sa sortie, il comptabilise déjà plusieurs millions de vues. Par ailleurs, le producteur de ce film a été invité à en faire la promotion sur le plateau de Pascal Praud sur CNews, preuve s'il en est que les théories complotistes ne sont pas présentes uniquement sur les réseaux sociaux mais débordent bien souvent dans les médias classiques.

Les moyens d'action pour favoriser l'acceptation de la vaccination contre la Covid-19

La défiance des Français concernant un futur vaccin contre la Covid-19 n'est pas seulement conjoncturelle, elle se couple à une opposition massive et structurelle envers la vaccination. Le chemin sur lequel se trouve à présent le gouvernement pour faire accepter la vaccination est donc particulièrement étroit. Au regard des différents éléments présentés dans notre étude, l'acceptation de la vaccination contre la Covid-19 reposera sur les trois piliers suivants : pédagogie, responsabilité, transparence.

Rassurer les Français concernant le bien-fondé de la politique sanitaire

Même si les théories conspirationnistes sont légion en matière vaccinale, il ne faudrait pas non plus tomber dans la caricature : il peut être légitime de douter d'un vaccin produit rapidement et sur lequel nous n'avons pas de recul. Comme nous le disions plus haut, le refus de la vaccination contre la Covid-19 repose avant tout sur la peur des effets secondaires. Dans ces conditions, un travail de pédagogie de la part du gouvernement, des scientifiques et des laboratoires pharmaceutiques semble indispensable. Plus globalement, le gouvernement aurait tout à gagner d'exposer une stratégie beaucoup plus claire concernant l'épidémie et qui prendrait en compte l'arrivée potentielle d'un vaccin. Alors que nos voisins semblent avoir une vision de plus long terme, les Français ont l'impression que le gouvernement subit davantage les événements qu'il ne les anticipe et cela vaut également pour la question d'un futur vaccin. Dans ces conditions, il semble nécessaire d'intégrer dès maintenant l'arrivée d'un vaccin à la stratégie de lutte contre l'épidémie. Ceci

constitue un préalable indispensable à l'ouverture d'une campagne d'information sur le long terme lors de laquelle il serait possible d'expliquer que les bénéfices de la vaccination sont supérieurs aux risques encourus. Cela permettrait aussi d'envisager l'avenir avec plus d'optimisme, alors que l'état psychologique des Français s'enfonce dans le pessimisme.

Responsabiliser les médias

Le déclin de la confiance envers les scientifiques s'est produit depuis le début de l'épidémie dans un contexte de mise en scène médiatique des oppositions scientifiques. S'il est normal de pouvoir avoir un débat sur les stratégies gouvernementales de lutte contre l'épidémie, il est cependant nécessaire de ne pas céder à la facilité et rappeler quelque chose de fondamental : les arguments scientifiques doivent reposer sur des faits et non sur des élucubrations. Nos sociétés ne s'en porteraient que mieux si certains médias se souvenaient de cela plutôt que de sombrer dans une recherche permanente du buzz, du clash et de l'audimat, en donnant à échéance régulière la parole à des individus pourtant connus pour leurs assertions ininterrompues de contre-vérités.

Par ailleurs, il est également nécessaire de bien prendre en compte à quel point Internet et les réseaux sociaux peuvent être des incubateurs à théories conspirationnistes. Si la régulation de ces plateformes est loin d'être suffisante, différentes études ont néanmoins pu montrer que mener une bataille culturelle en ligne en s'opposant, arguments à l'appui aux contre-vérités, pouvait être une stratégie couronnée de succès

Restaurer la confiance dans nos institutions

Si l'acceptation de la vaccination contre la Covid-19 passe immanquablement par davantage de clarté concernant la stratégie sanitaire française et par une plus grande responsabilisation des médias en ligne et hors ligne, il est également nécessaire de s'attaquer au fond du problème : la défiance des Français envers leurs institutions politiques et même, désormais, envers leurs scientifiques. Restaurer la confiance dans nos institutions politiques est quelque chose de fondamental mais d'extrêmement compliqué à réaliser tant ce phénomène de défiance s'enracine profondément et est lié à des évolutions structurelles de nos sociétés. Néanmoins, jusqu'à présent, le monde scientifique était préservé de ce phénomène de défiance et il est impératif que la confiance envers les scientifiques soit restaurée à son plus haut niveau. Si les médias ont, bien sûr, un rôle à jouer à ce niveau, un autre facteur est essentiel, celui de la transparence. Comme différentes études ont pu le montrer, la défiance envers les scientifiques repose sur l'idée qu'il est impossible de savoir comment les scientifiques prennent leurs décisions, qu'il n'y a donc aucun moyen de contrôle sur ces décisions. En particulier, il y aurait une forte inquiétude concernant le

fait que cette opacité cacherait, chez les scientifiques et les entreprises liées au monde médical, un agenda bien différent de celui qu'ils présentent officiellement. Sur les réseaux sociaux britanniques, français et espagnols, les principales discussions concernant le vaccin montrent justement une inquiétude concernant les motivations des laboratoires, des responsables politiques et des scientifiques à propos du vaccin qui seraient davantage économiques que sanitaires. La transparence est donc bien ici la clé de la confiance.

Annexe 1. Modèle de régression explicatif de l'acceptation de la vaccination

Confiance dans les scientifiques	0,275***
	(0,0446)
Confiance dans les institutions politiques	1,015***
	(0,223)
<i>Vote à la présidentielle 2017 (référence E. Macron)</i>	
Nathalie Arthaud	0,0561
	(0,309)
Philippe Poutou	-0,668**
	(0,286)
Jean-Luc Mélenchon	-0,355***
	(0,108)
Benoît Hamon	-0,112
	(0,117)

Jean Lassalle	-0,204
	(0,271)
François Fillon	-0,151
	(0,121)
Nicolas Dupont-Aignan	-0,537***
	(0,163)
Marine Le Pen	-0,286**
	(0,112)
François Asselineau	-0,711**
	(0,327)
Jacques Cheminade	-0,812
	(0,954)
Blanc et nuls et ne sait pas	-0,247***
	(0,0923)
Femme (réf. homme)	-0,266***
	(0,0624)
Âge	0,00637**
	(0,00273)
<i>Professions et catégories socioprofessionnelles (ref. agriculteurs)</i>	

Professions Indépendantes	-0,254
	(0,691)
Cadres supérieurs	-0,0116
	(0,683)
Professions intermédiaires	-0,173
	(0,681)
Employés	-0,223
	(0,679)
Ouvriers	0,0674
	(0,683)
Retraités	0,0952
	(0,682)
Inactifs	0,0184
	(0,680)
<i>Niveau de diplôme (ref. BEPC / Brevet des collèges / BEP / CAP)</i>	
Baccalauréat	0,00869
	(0,0978)
Niveau Bac +2	0,0833
	(0,0972)

Niveau Bac +3 ou plus	0,0826
	(0,0959)
Pas de diplôme mais scolarisé jusqu'en primaire, au collège ou au-delà	0,0308
	(0,237)
Ordonnée à l'origine	1,317*
	(0,709)
Observations	1,028
R ²	,20

Les entrées sont des coefficients de régression linéaire (OLS).

Erreurs standards entre parenthèses.

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1